



Incendies, canicules, le désengagement de l'État rend la lutte difficile.

Dès 2022, la CGT alertait déjà sur l'impasse d'une politique de lutte contre les incendies fondée sur le sacrifice de ses agents plutôt que sur l'investissement. Cette année-là, plus de 60 000 hectares étaient partis en fumée. Une flotte de Canadairs vieille de plus de 25 ans luttait à bout de souffle, et l'Office National des Forêts avait déjà perdu 5 000 postes en vingt ans. Rien n'a changé depuis, si ce n'est l'aggravation du dérèglement climatique, la multiplication des « mégafeux », plus de 14 000 ha partis en fumée aussi tôt cette année et des risques qui se propagent de plus en plus au nord du territoire français. Ce que dénonçait le syndicat CGT du SDIS de Gironde reste d'une brûlante actualité : il faut du matériel, mais surtout des sapeurs-pompiers professionnels permanents, pas seulement des renforts saisonniers ou des volontaires réquisitionnés dans l'urgence. **Mais nous avons un gouvernement qui préfère la guerre aux Canadairs.**

Ce manque de moyens n'est pas une fatalité climatique, c'est un choix budgétaire donc un choix politique pleinement assumé. Par exemple **seulement 600 engins du pacte capacitaire 2024 seront livrés d'ici fin 2027 sur les 1083 attendus, en réponse aux incendies de 2022.**

Lors des débats budgétaires, **les député.es RN ont voté à plusieurs reprises contre des amendements visant à renforcer le financement des SDIS et à résorber le sous-effectif chronique de la profession**, quelques mois seulement après que Marine Le Pen se soit affichée au congrès national des sapeurs-pompiers en clamant un soutien « indéfectible ». Ce double discours illustre une réalité plus large : **les caisses de l'État se ferment dès qu'il s'agit de renforcer les services publics, de recruter des agents publics, mais s'ouvrent pour multiplier les niches fiscales et les cadeaux aux grandes entreprises et aux milliardaires.**



L'eau, une ressource sous tension aussi dans le 44.

Le changement climatique ne se résume pas aux incendies. Il touche directement **la disponibilité en l'eau**, dans un département déjà structurellement dépendant de ressources limitées. **L'alimentation en eau potable de la Loire-Atlantique repose sur trois ressources stratégiques : la Loire, la Vilaine et la nappe de Campbon.** Cette dernière, une nappe calcaire profonde dont la recharge prend plusieurs mois, alimente à elle seule **45 % de l'eau consommée sur l'agglomération de Saint-Nazaire.**

Ces ressources sont mises sous tension par la conjonction de plusieurs facteurs :

- La sécheresse récurrente, qui pousse régulièrement le préfet à placer des bassins versants comme la Vilaine, la Sèvre Nantaise ou certains affluents de la Loire en alerte, en alerte renforcée voire en crise.
- L'afflux touristique estival, notamment sur la Côte, qui multiplie les besoins en eau au moment même où la ressource est la plus fragile et de grands rassemblements évenementiels, qui rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes en plein pic de chaleur, obligeant les distributeurs d'eau à appeler la population à la sobriété pour garantir l'approvisionnement de tous.

Cette accumulation de sollicitations sur une ressource par nature limitée n'est pas anecdotique **car elle pose la question de la capacité de captage à moyen terme, dans un département où la population continue de croître et où les épisodes de sécheresse démarrent chaque année plus tôt.** Là encore, **la seule sobriété individuelle ne suffira pas** : c'est un choix politique et collectif d'aménagement du territoire, **de priorisation des usages selon l'intérêt général et de maîtrise publique des infrastructures (interconnexions des réseaux, réutilisation des eaux usées traitées)** qui doit être posé, plutôt que de faire reposer sur les seuls habitants la gestion d'une pénurie structurelle.



La nécessaire transformation de l'outil de production.

Pour répondre à cette évolution et aux nécessaires adaptations aux enjeux climatiques et au réchauffement global qui touche actuellement plus particulièrement l'Europe, **la CGT porte la nécessité d'une transformation de l'appareil productif à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux.** C'est en s'appuyant sur l'outil industriel existant, sur le savoir-faire des travailleurs et des travailleuses, sur une maîtrise publique des choix industriels et énergétiques et **non sur les seuls arbitrages de rentabilité financière à court terme, qu'il sera possible d'être à la hauteur des enjeux.**

Une industrie au service des financiers avec l'aide des gouvernements libéraux successifs

GE Vernova, implanté sur l'estuaire de la Loire, qui justifie la suppression de près d'un millier d'emplois en un an, intérimaires compris, par des difficultés logistiques (retards de livraison par voie maritime) et donc un choix financier délibéré dans l'urgence. Pourtant l'éolien en mer est présenté depuis des années comme une filière d'avenir et stratégique, indispensable pour limiter la dépendance aux énergies fossiles. Ce paradoxe montre que la logique du marché financier — produire vite quand la commande est rentable, tailler dès que le carnet ralentit ou que les coûts de transport pèsent sur la marge — l'emporte sur une planification industrielle de long terme.

EDF invoque des incertitudes de rentabilité économique pour expliquer ses hésitations sur la reconversion de la centrale de Cordemais. Depuis 2015, les salarié.es et la CGT portent un projet de reconversion de la centrale à charbon vers un combustible fabriqué à partir de déchets de bois. **Ce projet, porté par les travailleurs eux-mêmes, montre qu'une sortie du charbon n'implique pas nécessairement la destruction du site ni des emplois, à condition que l'État et l'exploitant s'engagent réellement.** Le manque de soutien clair et les atermoiements successifs sur le financement ont fragilisé année après année cette alternative et démontrent que l'évolution et la souplesse de production énergétique reste suspendue aux seuls calculs de rentabilité de l'opérateur plutôt qu'à une stratégie industrielle assumée par la puissance publique.



Ces deux exemples montrent que les travailleurs.es, experts de leur métier, sont en capacité de développer des alternatives de production à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. Surtout, nous sommes en capacité de choisir les productions qui répondent à nos besoins. Ce sont les logiques actionnariales, qui visent le rendement immédiat pour des intérêts privés bien loin de l'intérêt général qui nous mènent dans le mur avec l'appui des gouvernements libéraux.



Des productions pour nos besoins

École, santé, énergie, transports, industrie... partout les intérêts financiers rapaces priment sur l'intérêt général. Tout est prétexte à la spéculation. Les maternités comme les ehpad sont la cible privilégiée des fonds de pension spéculatifs. Toutes les industries sont soumises au rendement actionnarial... La valeur de l'action passe avant les salaires et l'investissement !

Pour un avenir social et environnemental, dépassons le capitalisme !

ORGANISONS NOUS !

BULLETIN DE CONTACT DE SYNDICALISATION

Je souhaite me syndiquer

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : e-mail :

Entreprise :

Secteur d'activité :

Localité :

OU PAR INTERNET



Bulletin à renvoyer à la cgt à l'adresse suivant :

UD CGT LOIRE-ATLANTIQUE / MAISON DES SYNDICATS / 1 PLACE DE LA GARE DE L'ÉTAT - CASE POSTALE N° 1 / 44276 NANTES CEDEX 2